

Luxembourg et le Taxshift



Résultats de l'étude de cas

Étude de cas approfondie par *The Ex'tax Project Foundation* en collaboration avec *Cambridge Econometrics* et le Conseil supérieur pour un Développement Durable du Luxembourg

Résumé exécutif

Rapport complet disponible sur : www.ex-tax.com/reports/eu-country-results-2023

Cette étude présente une feuille de route pour un rééquilibrage du mix fiscal, tant au niveau national que dans un contexte européen. Pour chacun des 27 États membres, *Cambridge Econometrics* a modélisé les impacts d'un ensemble de mesures fiscales exemplaires qui pourraient transférer la charge fiscale du travail vers une taxation de l'utilisation des ressources et de la pollution.

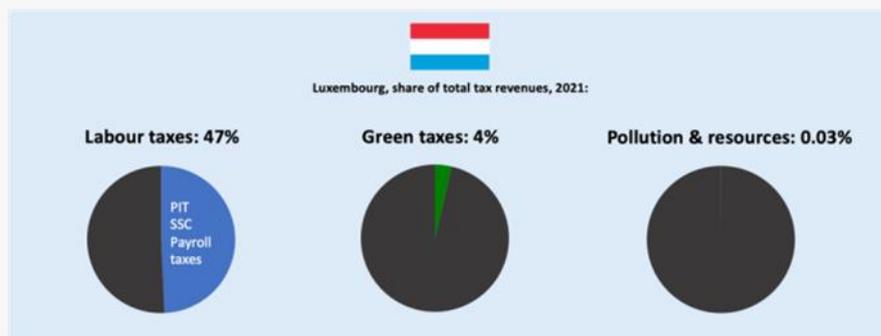
Ce document fournit des informations sur le scénario et ses principaux impacts dans le cas du Luxembourg, tels qu'examinés et ajustés sur la base des consultations avec le Conseil Supérieur pour un Développement Durable et des statistiques nationales

supplémentaires fournies par STATEC concernant le contexte luxembourgeois du travail frontalier.

Structure fiscale du Luxembourg

Parmi les États membres de l'UE, le Luxembourg se positionne en avant dernière position ce qui concerne la taxation environnementale, soit 1,4 % du PIB. Et bien que les taxes écologiques ne représentent que 3,8 % des recettes fiscales totales, la charge fiscale du facteur travail représentent 47,3 % des recettes fiscales totales. Seulement 0,03 % des recettes fiscales sont basées sur l'utilisation des ressources et la pollution. Cela signifie que le principe du pollueur-payeur n'est pas appliqué de manière cohérente (voir Figure 1).

Figure 1 : Structure fiscale du Luxembourg



Le scénario et ses impacts

Le scénario en cours d'examen (voir Figure 2) est vaste et comprend 20 mesures, chacune ayant ses propres dynamiques et impacts. Certaines mesures augmentent les coûts pour les secteurs d'activité et les consommateurs, car la pollution et l'utilisation des ressources sont tarifées à des taux croissants. D'autres mesures réduisent la charge fiscale du facteur travail, ce qui diminue les coûts pour les employeurs et renforce le pouvoir d'achat, en particulier pour les deux quintiles de revenus les plus bas. Les résultats nets de ces deux forces ont un impact positif sur l'économie, la société et l'environnement. Dans le scénario sous revue, le niveau du PIB au Luxembourg en 2025 connaîtrait une augmentation de 0,5% du PIB et une augmentation de 1,4 % d'emploi par rapport à la situation de statu quo. En même temps, les émissions de CO2 diminuerait de 11,6 % (voir Figure 3).

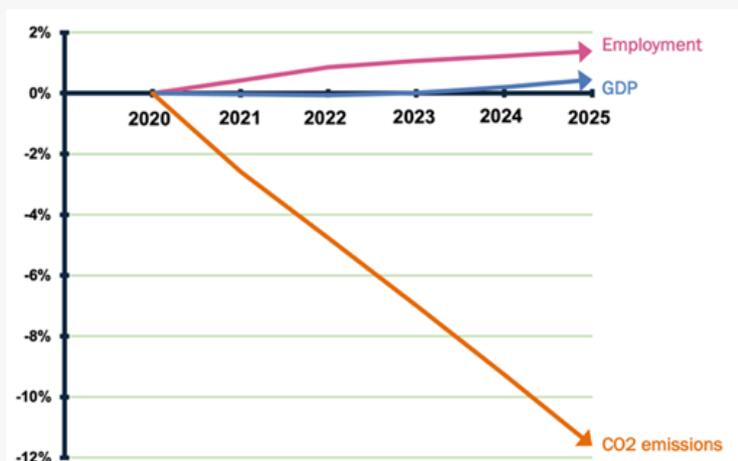
Figure 2 : Scénario de rééquilibrage fiscal au Luxembourg

(en millions d'euros, en 2025, différence par rapport à la situation de référence, E3ME)

Labour - €2,086 million			Natural resource use €2,086 million		
Households (60%)	Reduction in personal income tax and social security contributions	-851 41%	Traffic (19%)	Kilometre charge	387 19%
	Income support lowest two income quintiles	-401 19%	Emissions (12%)	Industrial air pollution tax	90 4%
Employers (40%)	Payroll Tax Credit (PTC) for new employment	-417 20%		Ammonia tax (agriculture)	72 3%
	PTC generic	-167 8%		Carbon tax (non-ETS sectors)	63 3%
	PTC for reskilling	-125 6%		Carbon price floor (ETS sectors)	18 1%
	PTC for circular innovation	-83 4%	VAT (47%)	VAT increase (reduced rate)	461 22%
	PTC Corporate Income Tax	-42 2%	VAT increase (standard rate)	516 25%	
			Shipping (0%)	Marine transport tax	0 0%
			Aviation (19%)	Aviation tax	395 19%
			Use of resources (0.4%)	Water tax	21 1%
				Feedstock tax (non-energy use of fossil fuels)	2 0.1%
				Waste incineration and landfill tax	7 0.3%
			Excise duties (3%)	Tobacco tax	55 3%
		-2,086 100%			2,086 100%

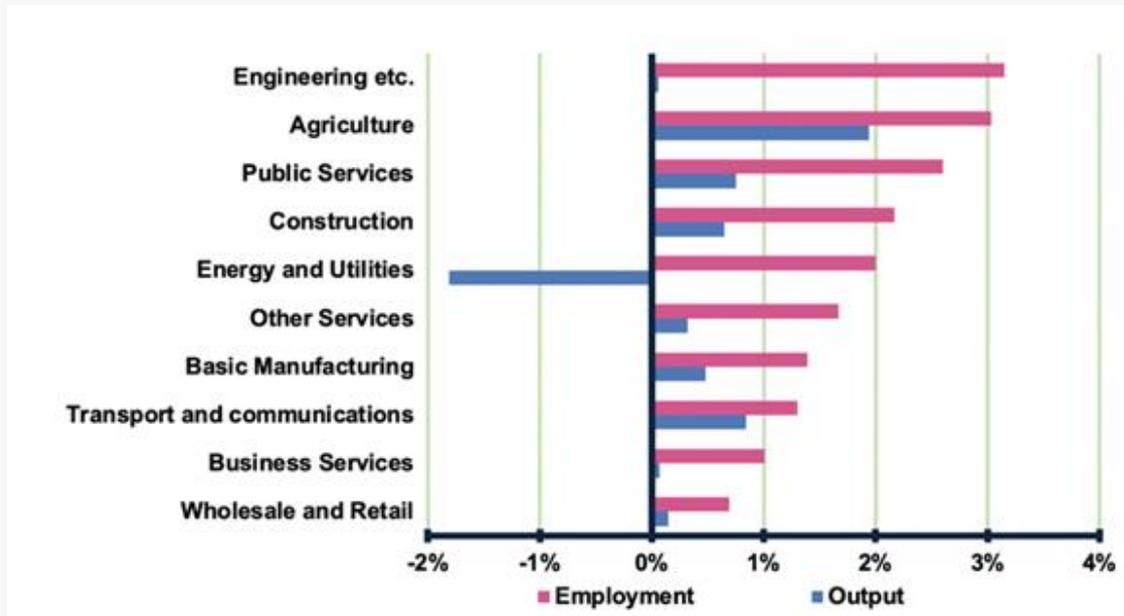
Figure 3 : Principaux résultats de la modélisation 2021-2025, Luxembourg

(Différence par rapport à la référence, E3ME)



En 2025, par rapport à la situation de statu quo, le scénario résulterait dans une augmentation de la production dans tous les secteurs économiques, à l'exception de l'énergie et des services de gestion des infrastructures énergétiques qui enregistrent une légère baisse de 1,8%. Toutefois, cette diminution est largement compensée par une augmentation de la production dans les autres secteurs (voir figure 4).

Figure 4 : Emploi sectoriel et production en 2025, Luxembourg (Différence par rapport à la situation de référence, E3ME)



Au cours d'une période de cinq ans, le scénario permet de déplacer un total de 7,3 milliards d'euros de recettes fiscales (non actualisées) au Luxembourg. Les principaux impacts cumulés sur la période 2021-2025 sont les suivants (par rapport à la situation de référence) :

- Augmentation de 0,4 milliards d'euros du PIB
- Emploi cumulé de 23 500 emploi (dont 11 200 susceptibles d'être occupés par des frontaliers)
- Investissement de 183 millions d'euros dans les infrastructures
- Réduction de 3,8 millions de tonnes d'émissions de dioxydes de carbone
- Épargne de 0,5 milliards d'euros sur la facture d'importation d'énergie.

Le scénario de rééquilibrage fiscal suppose une introduction progressive des mesures politiques de 2021 à 2025. À partir de 2025, ces mesures seraient pleinement mises en œuvre et maintenues. Le PIB et l'emploi continueraient d'augmenter après 2025, bien que les taux de croissance seraient moins élevés que pendant la période 2021-2025.

Les résultats indiquent qu'un rééquilibrage fiscal budgétairement neutre est une stratégie efficace pour aligner le système fiscal sur les objectifs de croissance économique durable et inclusive. La durabilité devient une course vers l'excellence, de plus en plus de pays et d'entreprises s'engagent en faveur de l'économie circulaire et de la neutralité climatique. La moitié de toutes les émissions de gaz à effet de serre

sont liées aux activités de gestion des matériaux et la compétitivité des économies dépendra de plus en plus de leur efficacité dans l'utilisation des ressources. Les entreprises qui font "plus avec moins" gagneront un avantage concurrentiel dans le contexte actuel. Un rééquilibrage fiscal permet d'instaurer des conditions équitables pour les entreprises inclusives et circulaires.

Comblent l'écart entre les politiques nationales et européennes

La fiscalité est, en principe, une compétence nationale et de nombreuses mesures doivent donc être prises au niveau national. Cependant, des changements de cette envergure pourraient créer des disparités entre les États membres, ce qui aurait un impact sur le marché unique, notamment dans le cas d'une économie ouverte comme celle du Luxembourg. Par conséquent, la coordination au sein de l'UE est essentielle.

Au niveau national, tous les États membres peuvent commencer à mettre en œuvre progressivement les premières options de politique fiscale, en s'attaquant aux mesures les plus faciles à mettre en place, « low hanging fruits ». Tout en développant et en mettant en œuvre des mesures unilatérales, des conditions préalables peuvent être créées pour les prochaines étapes, plus sensibles et plus importantes. Ces étapes devraient être entreprises en collaboration avec les pays voisins, en formant des coalitions entre les États membres et en travaillant conjointement avec les 27 pays de l'UE. Le proverbe "Si tu veux aller vite, marche seul. Si tu veux aller loin, marchons ensemble" s'applique parfaitement ici.

En fonction de leurs priorités nationales, tous les États membres pourraient élaborer une feuille de route en donnant la priorité aux options politiques appropriées et en établissant un calendrier. Selon la vitesse à laquelle les mesures génératrices de revenus sont introduites, il serait possible de dégager des marges financières permettant des réductions d'impôts. Le rapport général sur le rééquilibrage fiscal fournit plusieurs outils pour soutenir la planification de scénarios spécifiques à chaque pays, notamment une "Boîte à outils" et une feuille de route pour les Pays-Bas à titre d'exemple.

Recommandations pour une planification de scénarios spécifiques à chaque pays

Le scénario de rééquilibrage fiscal présenté dans cette étude a été conçu dans un contexte européen. La prochaine étape consisterait à appliquer ce principe général et à l'adapter aux circonstances nationales. Pour le Luxembourg, il serait possible d'élaborer un scénario et une feuille de route spécifiques au pays afin de définir les options politiques appropriées et de permettre la réalisation d'une modélisation macroéconomique par les organismes de recherche nationaux désignés.

Un scénario spécifique permettrait de cibler les défis spécifiques du Luxembourg. Des

mesures pourraient être conçues pour résoudre des problèmes socio-économiques spécifiques tels que l'augmentation des inégalités de revenus, les coûts élevés du logement, les pénuries de main-d'œuvre dans le secteur de la construction et les opportunités sur le marché du travail pour les travailleurs âgés.

Le rééquilibrage fiscal offre une opportunité unique de développer des politiques fiscales cohérentes et progressives, alignées sur les incitations financières et les engagements du Luxembourg en matière de durabilité et de croissance inclusive.

1 The Ex'tax Project (et al.) (juin 2022), The Taxshift. Une stratégie fiscale de l'UE pour soutenir une économie circulaire inclusive. <https://ex-tax.com/taxshift/>